Confédération nationale du travail
Fédération des Travailleuses/eurs de l'Éducation
Bourse du Travail 11 rue Genin 93200 St-Denis **Mail :** fede-educ@cnt-f.org **Le site :** www.cnt-f.org/fte

Education sans service public = Société sans avenir

Pour une rentrée de lutte !

Suppression de postes : du Primaire au Secondaire

Les écoles et établissements vont subir beaucoup de suppressions de postes pour la rentrée 2007.Les conséquences directes sont : des projets pédagogiques en moins, des classes surchargées, des élèves en difficulté qui perdent pied, moins d'options proposées, la vie scolaire cantonnée au répressif, beaucoup de remplacements non assurés...Cette rentrée annonce ainsi une année difficile pour beaucoup d'entre nous, quelle que soit notre profession.

En 2006-2007, beaucoup d'établissements se sont battus contre la baisse des dotations horaires globales et beaucoup d'écoles contre la fermeture de classes. Des victoires locales ont abouti mais il n'y a pas eu nationalement de création de postes. Or nous en avons besoin, d'urgence.

L'année prochaine ce sera pire ! La rentrée 2008 sera catastrophique...si nous ne luttons pas. Le gouvernement a en effet annoncé 11 200 suppressions de postes.C'est la saignée ! Du jamais vu !

Cela impliquera une casse des statuts des travailleurs de l'éducation, un chômage plus important, l'explosion des heures supplémentaires ainsi qu'une hausse de la précarité, déjà énorme à l'Education Nationale, et ce sous plusieurs types de contrats comme AVS, EVS ou encore assistant pédagogique ou d'éducation... Les dégâts humains produits par cette situation sont déjà considérables. Pour nous l'école ne doit pas reproduire le monde de l'entreprise, mais au contraire favoriser la solidarité, la coopération éducative !

Mise au pas des personnels, répression des élèves et de leurs familles

Dans le Primaire, pour faciliter les suppressions de postes et de classes, les fusions d'écoles, avec globalisation des effectifs, se multiplient.Cependant ce n'est qu'une étape vers la mise en place des EPEP (Etablissement Public d'Enseignement Primaire) où le directeur d'école sera remplacé par un chef d'établissement.

Cette nouvelle relation hiérarchique au sein des écoles entraîne souvent soumission et perte de liberté pédagogique. Il s'agit d'une volonté à peine voilée de mise au pas pédagogique et de la casse des solidarités entre les personnels de l'éducation. Les EPEP c'est aussi un conseil d'administration qui donne aux mairies un large pouvoir décisionnel au sein de l'école,

tant sur le plan budgétaire que pédagogique.

Ce pouvoir donné aux maires est déjà renforcé par la loi de prévention de la délinquance et la Base -élèves. La base élève est un système de renseignements sur les enfants durant tout leur cursus et concernant des données scolaires, familiales, sociales pour la plupart confidentielles. Ce fichier stigmatise les familles fragilisées et dites marginales.

Il constitue notamment un terrible outil de traque aux sans-papiers dans un contexte de durcissement des expulsions. En effet, la chasse aux sans-papiers s'est intensifiée cet été avec force, violence et brutalité.Un enfant de douze ans s'est retrouvé dans le coma après avoir sauté d'une fenêtre en suivant son père sans papier qui tentait d'échapper à la police. C'est odieux et inacceptable. Mais cela ne suffit pas à Hortefeux qui a déjà annoncé que la traque devait être plus « efficace » au dernier trimestre 2007 pour atteindre leurs objectifs !

Restriction du droit de grève

Enfin, dans le cadre des ces attaques tous azimuts contre les services publics et leurs personnels, le gouvernement veut mettre en place le « service minimum ».

Concrètement, dans l'Education Nationale, nous devrions alors prévenir notre chef de service au moins 48 heures à l'avance de notre intention d'être gréviste.Ce dernier pourra alors organiser le remplacement des grévistes (chose illégale dans le privé).Conclusion : toute grève massive deviendra alors impossible. Or elle est bien souvent indispensable pour nous faire entendre.

La grève reste le seul moyen efficace que nous ayons pour défendre un véritable service public d'éducation au service des élèves, de la population et respectant ses personnels.

Pour imposer d'autres choix pour l'école et la société, pour gagner et défendre nos libertés syndicales, luttons ensemble : Primaire / Secondaire, enseignants, personnels de vie scolaire, ATOSS, parents et parfois élèves.

Dès la rentrée, réunissons nous en Assemblée Générale et préparons les conditions d'une grève dure et combative.

EXIGEONS !!!

- l'ouverture de poste de titulaires à la hauteur des besoins exprimés par les équipes : c'est nous qui travaillons, c'est nous qui décidons

-l'arrêt du recours aux emplois précaires et la titularisation sans conditions de concours ni de nationalité de tous les personnels précaires, y compris des personnels en CAE et en CAV (ce qui nécessitera la création de nouveaux corps de titulaires)

-l'abandon de tous les projets qui introduiraient une hiérarchie entre les collègues (EPEP, conseils pédagogiques...)

-l'abandon de la base élève, de SCONET : véritable outil de discrimination à l'encontre de nos élèves

-l'arrêt des expulsions et la régularisation de tous
-L'abandon de tout projet de service minimum (l'exercice du droit de grève doit rester plein et entier)

Battons-nous dès maintenant pour une autre école dans une autre société !